



AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE
CULTURES VIVRIERES ET CULTURES D'EXPORTATION
EN AFRIQUE OCCIDENTALE

" Les pays du Tiers-Monde calquent leur production agricole sur les besoins des pays riches : production de viande et aliments élaborés d'exportation (café, fruits, légumes de contre-saison) au lieu de la traditionnelle nourriture de base, blé, maïs, riz qu'ils sont obligés d'importer, ce qui renforce la malnutrition...

... Si un pays veut redonner une grande importance à ses cultures vivrières il se retrouvera dans une situation financière très difficile avec beaucoup moins d'exportation et un déficit budgétaire encore plus grand. Si on n'aide pas financièrement les pays qui veulent ce changement, ils ne pourront jamais changer de voie, prisonniers qu'ils sont de ce système de dépendance.

Aujourd'hui, c'est tout le contraire : la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International les encouragent à réduire leurs budgets au détriment de la population et à pousser les exportations au lieu de les inciter à l'autosuffisance alimentaire".

Cette déclaration de J. CHONCHOL⁽¹⁾, ministre de l'Agriculture de S. ALLEDE et expert de la F.A.O., datée de mars 1982, évoque les problèmes de politique agricole que les gouvernements des pays du Tiers-Monde ont à résoudre et les difficultés de survie des habitants de ces états.

Est-ce à dire que la suppression des cultures d'exportation rendrait les problèmes alimentaires moins aigus ? Nous essaierons de répondre à cette question en examinant l'exemple de l'Afrique occidentale (carte suivante) que nous connaissons un peu⁽²⁾.

Nous présenterons d'abord ce sous-continent; son milieu naturel et ses rapports avec l'économie de marché conditionnent en partie le choix des plantes cultivées. Dans l'ensemble, le milieu naturel et les opportunités économiques sont d'autant plus défavorables aux habitants que l'on s'éloigne de la côte atlantique et que l'on se rapproche du tropique Nord. Simultanément en effet, le climat s'assèche, réduisant le nombre des plantes cultivables et la durée du travail agricole et rendant aléatoires les récoltes tandis qu'augmentent les frais

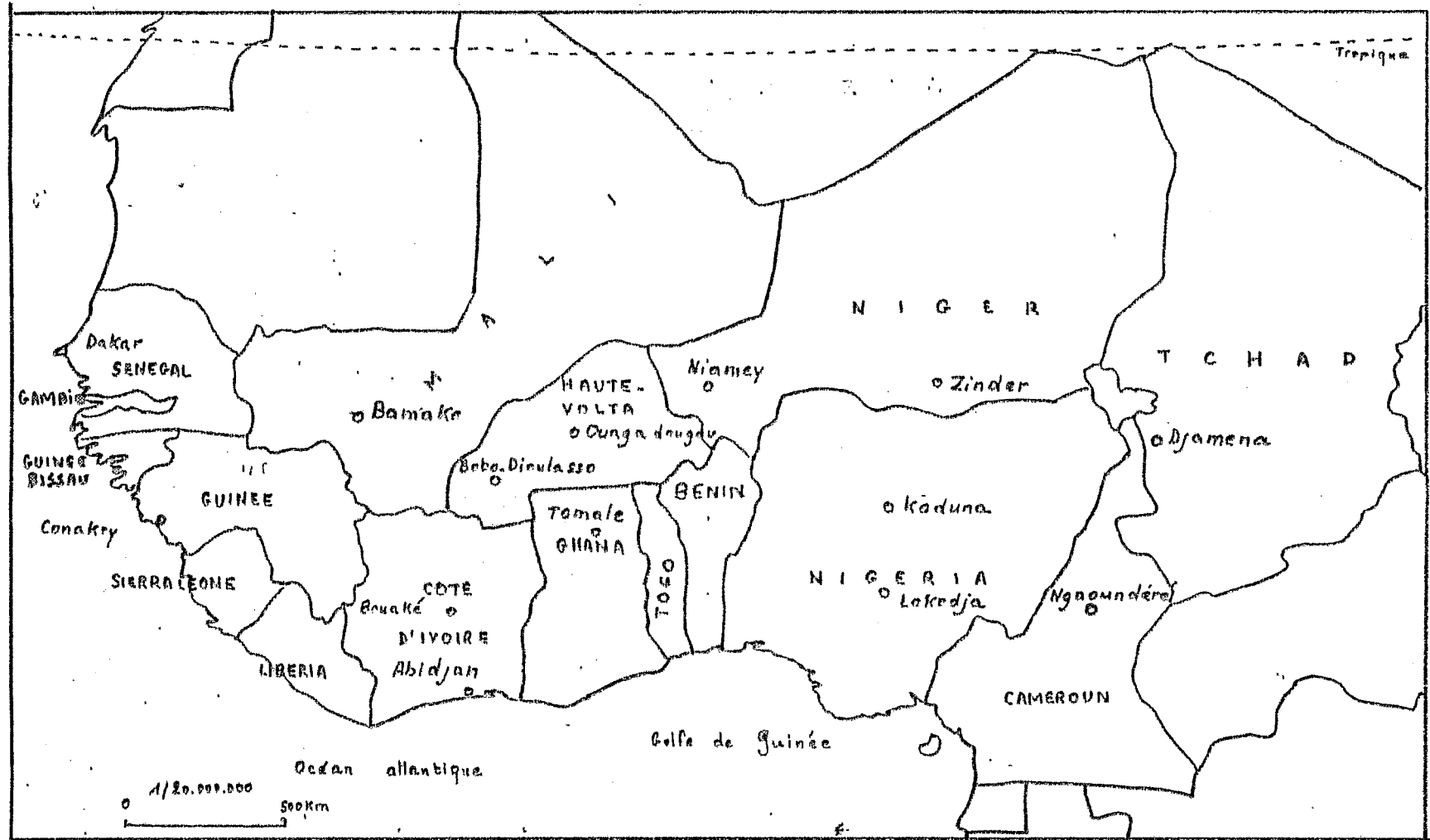
O.R.S.T.O.M.

Fonds Documentaire

N° : 02684

Cote B

Date



ETATS DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE
 Localisation des villes citées dans l'article

de transport des produits importés ou exportés. Nous évoquerons à cette occasion le problème de l'émigration paysanne qui traduit souvent une situation d'échec, les paysans préférant s'en aller plutôt que de rester chez eux à travailler à la fois pour se nourrir, pour gagner de l'argent et pour maintenir leur terre fertile soumis à un milieu naturel jugé trop hostile et (ou) dominés par une économie, de marché, qui J. CHONCHOL le montre bien ne fonctionne pas dans leurs intérêts. Ensuite, nous tenterons une analyse globale de la situation alimentaire de ce sous-continent, de ses exportations agricoles, de ses importations alimentaires en utilisant des informations bien souvent trop approximatives nous en convenons, mais il n'en existe pas d'autres. Les conclusions pourront donc paraître imprudentes ; il nous a semblé néanmoins utile de faire cet effort de clarification quitte à encourir la critique.

1. LES CULTURES D'AFRIQUE OCCIDENTALE, UN CHOIX LIÉ AU CLIMAT ET AUX OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES.

Ce n'est pas la température élevée (le thermomètre descend rarement au-dessous de 18°) qui diversifie le milieu naturel et qui détermine en partie le choix des cultures, mais le régime des pluies⁽³⁾ (voir carte) :

- sur une marge étroite, de la côte guinéenne à la côte libérienne à l'ouest et sur les côtes nigériennes et camerounaises à l'est, le climat est équatorial ; la forêt domine et les précipitations annuelles supérieures à 2400 mm se répartissent sur 9 à 10 mois de mars à novembre (chaque mois, il tombe plus de 100 mm d'eau).

- le climat tropical humide intéresse toute la zone située entre ces deux étroites bandes côtières équatoriales et au nord, une ligne qui relierait d'ouest en est, Conakry à Bouaké (centre Côte d'Ivoire), Tamale (nord Ghana), Lokodja (centre Nigéria) et Ngaoundéré (nord Cameroun) ; seule exception, la côte ghanéenne et togolaise où le climat est plus sec. La végétation est constituée de forêt ou de savane boisée ; les hauteurs de pluie s'abaissent de 2400 à 1800 et 1600 mm en Guinée et même à 1400 et 1200 mm plus à l'est. La saison sèche s'allonge jusqu'à durer 5 mois par an, de novembre à mars vers le nord et une petite saison sèche s'installe en juillet-août, sur la côte, entre la Côte d'Ivoire et le Nigéria.

- plus au nord (et localement le long de la côte ghanéenne et togolaise) règne le climat tropical sec correspondant à une végétation de savane arbustive. La limite nord de ce climat peut être représentée par une ligne reliant Dakar, Niamey Zinder (Niger) et Djamena. La hauteur de pluie diminue encore jusqu'à 600, 400 et même 200 mm. par an du côté de Zinder. La saison des pluies se raccourcit du sud vers le nord : 6 mois par an à la frontière nord de la Côte d'Ivoire de mai à octobre, 3 à 4 mois à Ouagadougou de juin à septembre et 2 mois à Zinder en juillet-août.

- plus au nord encore dans la zone sahélienne, les pluies ne suffisent plus aux cultures, celles-ci doivent être semées en bordure des fleuves, dans des bas-fonds ou irriguées ou arrosées. Elles deviennent alors marginales par rapport à l'élevage.

Si la courte durée de la saison des pluies en climat tropical sec limite le nombre de plantes cultivables, les irrégularités de précipitations sont déterminantes pour expliquer d'énormes variations de la production agricole, les plantes ne pouvant se constituer de réserve hydrique suffisante à cause de la vigueur de l'évaporation, sauf si les paysans pratiquent l'irrigation ce qui est rare en Afrique. Ainsi dès l'isohyète 1000 mm, c'est-à-dire au nord d'une ligne joignant la frontière de la Gambie à Bamako, Bobo-Dioulasso (Haute-Volta), Kaduna (Nigéria) et le sud de la corne du Cameroun, les récoltes souffrent des hasards pluviométriques.

Compte-tenu des contraintes de la pluviométrie, l'ensemble des cultures de l'Afrique de l'ouest se répartit en bandes grossièrement parallèles du nord au sud ⁽⁴⁾. Nous décrirons d'abord les conditions culturales des principales plantes vivrières :

- tout au nord ne résiste que le millet acceptant des sols sableux et dont les variétés les plus hâtives ont un cycle végétatif de 60 jours ; les rendements varient entre 300 et 800kg/ha.

- le sorgho a besoin d'un peu plus d'eau ; selon les variétés, le cycle végétatif dure de 80 à 190 jours, cette plante prend une place prépondérante dès que la hauteur d'eau dépasse 800 mm par an et elle peut être présente au sud, approximativement jusqu'à l'isohyète 1500 mm ; ses rendements moyens oscillent entre 400 et 700kg/ha.

- le sorgho est vite remplacé au sud par le maïs dont les rendements sont plus élevés, qui se défend mieux contre les oiseaux, qui peut être mangé quand les grains sont en lait (ce qui permet de réduire le temps de disette à la soudure) et qui peut être consommé grillé alors que les mils doivent toujours être décor-tiqués et transformés en bouillie. Les rendements varient entre 800 et 1500 kg/ha. Au nord, le maïs souffre de la sécheresse bien que certaines variétés mûrissent en 80 jours (d'autres demandent 120 jours). Au sud, on trouve du maïs jusqu'en bor-dure du golfe de Guinée où il est possible de faire deux récoltes par an, mais cette plante exige un sol fertile et profond et des façons culturales plus acca-parantes que l'igname et le manioc, ces deux cultures deviennent donc prépondé-rantes au sud.

- les riz ont une très grande ubiguité ; le cycle cultural peut osciller de 70 à 205 jours en fonction des variétés. En fait, on distingue le riz pluvial qui a besoin d'au-moins 1000 mm de pluie par an, dont le cycle cultural varie entre 80 et 140 jours et dont les rendements moyens vont de 500 à 800 kg/ha. et les riz de marais ou de plaine inondée, semés ou repiqués, qui dépendent essentielle-ment de la hauteur d'eau que les paysans contrôlent plus ou moins bien, les va-riétés utilisées ont un cycle qui oscille le plus souvent entre 160 et 200 jours et les rendements moyens vont de 900 à 1200 kg/ha.

- l'igname a besoin d'une pluviométrie voisine de 1800 mm et de sols légers et riches ; la culture est généralement faite sur buttes. Les variétés les plus hâtives sont récoltées au bout de 7 mois, une seconde récolte peut avoir lieu 3 mois plus tard, les variétés les plus tardives sont récoltées au bout de 12 mois. Les rendements oscillent entre 15.000 et 20.000kg/ha.

- l'aire de production du manioc recouvre en partie celle de l'igname, mais on en trouve parfois au nord jusqu'à l'isohyète 500. Cette plante importée récemment d'Amérique a progressé considérablement au cours du XXème siècle, au détriment de l'igname qui demande plus de soins et dont le bouturage exige jusqu'à 30 et 40% de la récolte et au détriment du maïs dont les rendements sont faibles lorsqu le sol est appauvri. Le manioc exige peu de travail et donne des récoltes éche-lonnées. Le cycle cultural varie entre 6 et 24 mois, les racines étant conservées en terre et mangées en fonction des besoins. Les rendements moyens sont de 5.000kg/ha.

- le bananier-plantain est un bananier de grande taille donnant des fruits consommés localement, surtout comme légume. Il lui faut de la pluie toute l'année mais il craint l'excès d'humidité et aime les sols profonds et la lumière. La plantation se fait avec des rejets au début des pluies, elle doit être binée et protégée par une plante de couverture. La taille ou plutôt l'oeilletonnage doit être pratiqué pour limiter le nombre de rejets et obtenir un à quatre régimes par souche et par an dont la récolte s'échelonne dans l'année. Les rendements varient entre 10 et 20.000kg/ha.

Les principales cultures dites d'exportation peuvent aussi être classées en fonction de leur demande en eau :

- l'arachide est la plante la moins exigeante : entre 400 et 1200 mm de pluie lui suffisent, répartis sur 3 ou 4 mois, le cycle végétatif varie entre 110 et 120 jours et il faut des terrains légers pour que le pédoncule floral puisse s'enfoncer dans la terre et donner des gousses. Sans fumure, les rendements varient entre 500 et 1000kg/ha d'arachide-coque, avec fumure les rendements peuvent doubler.

- pour le cotonnier, une pluviométrie de 1000 à 1200 mm répartis sur 5 à 6 mois est idéale et les sols silico-argileux sont les meilleurs. Les principales variétés cultivées sont des hybrides (N'Kourala, Allen) mis au point en station. Les rendements varient beaucoup de 150 à 1200 kg/ha.

- la canne à sucre a besoin pendant 8 mois de 110 à 180 mm d'eau chaque mois, généralement l'insuffisance en eau est palliée, dans les complexes agricoles sucriers, soit par l'irrigation soit par l'aspersion. La multiplication se fait par bouturage. Le cycle végétatif dure 10 mois environ et les rendements avoisinent 100000kg/ha dont 10 à 16% de sucre.

- l'hévéa demande des sols profonds et un climat chaud et humide toute l'année mais il peut supporter une petite saison sèche. L'exploitation commence 6 ans après la plantation. La saignée exige un personnel très qualifié. Les rendements sont estimés à 1000kg/ha de caoutchouc pour une plantation adulte.

- le caféier demande au moins 1500 mm de pluie répartis sur toute l'année, sauf avant la floraison et exige des sols profonds, perméables, riches en humus. Le travail se limite souvent au nettoyage de la plantation une fois par an, avant la récolte. Selon les variétés (Arabica, Robusta, Libéria) il faut attendre 2 à 5 ans après que les arbustes aient été plantés pour obtenir la première récolte.

Une plantation produit 25 à 30 ans. Les rendements moyens vont de 300 à 700kg/ha de café vert.

- le cacaoyer exige lui aussi au-moins 1500 mm, mais répartis sur presque toute l'année. C'est une plante de forêt. Les semis doivent être protégés du soleil par des plantes d'ombrage. La cacaoyère adulte n'exige aucun travail de nettoyage mais uniquement de la taille. La première récolte a lieu 4 ans après les semis, le plein rapport après 6 ans et la plantation peut produire 25 à 30 ans. Deux récoltes sont effectuées chaque année, la plus importante a lieu au début de la saison sèche, l'autre au début de la saison des pluies. Le rendement moyen est de 500 ou 600 kg de fèves à l'ha.

- le palmier à huile exige au-moins 1600 mm de pluie répartis sur presque toute l'année et des sols argilo-sableux. Dans les palmeraies naturelles, le travail se limite à la récolte des régimes mûrs. Dans les palmeraies industrielles, les arbres sont sélectionnés pour leurs forts rendements. Les arbustes sont plantés sur des sols défrichés et protégés par des plantes de couverture. La fructification commence à 4 ans, la récolte a lieu toute l'année, mais surtout de février à mai. Il est difficile, comme dans les palmeraies naturelles, de récolter les régimes situés sur les arbres les plus hauts. Les rendements avoisinent 1000 kg d'huile à l'ha.

Qu'en est-il de l'influence de l'économie de marché sur la paysannerie de l'Afrique occidentale ? Elle varie essentiellement en fonction de la distance à la côte atlantique, le prix des transports et des douanes grevant les marchandises de frais énormes et ceci tout autant pour les importations que pour les exportations. Cette influence varie aussi localement en fonction des distances aux grandes villes et du développement des communications (voie ferrée et surtout route). Au minimum, les paysans ont besoin d'argent pour diversifier leur nourriture, se déplacer, accéder aux services de santé et de scolarisation, payer l'impôt, acheter quelques vêtements. Ils sont donc tous obligés de cultiver pour vendre, en s'adaptant aux conditions climatiques et aux circuits de commercialisation existants.

tants. On peut ajouter aussi que très souvent le développement agricole pris en charge par les états nécessite que les paysans s'endettent pour acheter des charrettes, charrettes, semoirs et dans certains cas des tracteurs. Généralement, ces achats ne sont suscités qu'une fois mise en place une culture d'exportation qui rend les paysans solvables.

L'observation de la carte (p. 2) et des tableaux (p.12 et 14) rend compte de l'importance des conditions naturelles (climat sec et distance aux côtes) dans le choix des plantes effectivement cultivées :

- dans les pays du nord au climat tropical sec ou sahélien : Sénégal, Mali, Haute-Volta, Niger, Tchad, la nourriture provient essentiellement du millet, du sorgho, du riz, d'un peu de maïs (sauf au Tchad et au Niger où il est absent) et de manioc ; on ne trouve naturellement pas d'igname, de taro et de banane-plantain. La nourriture des états du sud est beaucoup plus variée ; seuls le millet et le sorgho sont absents de la Sierra Leone et du Libéria, ces deux pays étant entièrement situés dans la zone équatoriale.

- on retrouve cette même opposition, quand on considère les cultures dites d'exportation. Au Niger presque totalement situé en zone sahélienne, on ne cultive que de la canne à sucre (irriguée) pour la consommation intérieure et de l'arachide. Les autres états du nord ajoutent le coton à ces deux cultures et parmi eux le Sénégal, en bordure de l'océan atlantique, peut s'intéresser un peu aux palmeraies, cocoteraies et bananeraies et surtout il a pu devenir le deuxième pays producteur mondial d'arachide grâce à sa situation en bordure de mer lui permettant de réduire au minimum les frais de transport de ce produit : ainsi chaque Sénégalais produit en moyenne 180 kg d'arachide-coque par an, alors que ce chiffre oscille entre 10 et 20 kg pour les pays de l'intérieur. La palette des possibilités est beaucoup plus riche pour les états du sud, à cause de la pluviométrie plus abondante, qui écarte a priori les dangers de la monoculture que connaît le Sénégal. Seul, le coton est exclu des pays les plus arrosés, situés à l'ouest ; la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria. Enfin, tous les pays du sud ont une ouverture sur la mer donc des facilités pour exporter leur production agricole.

2. UNE ALTERNATIVE A L'ECHEC DE LA CONDITION PAYSANNE : L'EMIGRATION.

Depuis l'ère des indépendances, les paysans d'Afrique occidentale choisissent le plus souvent d'émigrer s'ils considèrent que le travail nécessaire pour se nourrir, pour gagner de l'argent et éventuellement pour maintenir leur terre fertile est beaucoup trop lourd, compte-tenu des résultats obtenus et de ceux qui auraient pu l'être dans d'autres conditions, par exemple celles qui concernent des régions voisines moins peuplées ou bien les conditions des régions humides du golfe de Guinée qui permettent le développement des plantations de café et de cacao ou bien encore les conditions offertes aux citadins résidant dans des villes proches ou dans des capitales lointaines. Le calcul, effectué par des paysans en difficulté, explique en grande partie les migrations périphériques à petite distance ou bien encore les fronts pionniers, pour s'écarter des zones trop densément occupées par les champs donc surexploitées et exigeant un trop lourd travail pour maintenir le sol fertile. Ce calcul explique aussi les migrations beaucoup plus traumatisantes, car elles s'inscrivent sur de longues distances, des Voltaïques ou des Maliens vers les plantations de Basse-Côte d'Ivoire par exemple ou vers sa capitale Abidjan, il explique enfin les migrations des Sénégalais ou des Maliens vers la France avec éventuellement une étape plus ou moins prolongée à Dakar.

Avant la Colonisation, certaines paysanneries n'avaient pas la possibilité d'émigrer quand les conditions locales devenaient intenable ; le fait de se réfugier sur des hauteurs pour échapper à la domination de peuples ennemis installés à proximité explique la présence, à l'arrivée des Européens, de nombreux îlots d'agriculture intensive ; on connaît bien par exemple le cas des Dogon au Mali, des Kabré au Togo ou des Kirdi au Cameroun. Si les conditions de sécurité actuelle permettent les déplacements, il ne faut pas oublier que bon nombre d'entre eux jusqu'en 1948, ont été organisés contre le gré des paysans, que ce soit aux siècles passés pour une mise en esclavage, sur le continent noir, vers le Maghreb et le Moyen-Orient ou vers l'Amérique, que ce soit au XXème siècle pour une meilleure rentabilisation des Colonies, lorsque les paysans étaient enrôlés dans l'armée, envoyés sur les plantations européennes ou utilisés à de grands travaux (route, voie ferrée). Ces déplacements obligatoires sont la cause profonde de crises actuelles que connaissent certaines paysanneries ainsi J.Y. MARCHAL fait remarquer que la désertification actuelle du Yatenga en Haute-Volta⁽⁵⁾ s'explique en grande

partie par une destructuration des cellules familiales déterminée par des enrôlements militaires ou civils obligatoires saignant la région d'une partie de sa population active lors de la Colonisation; elle s'explique aussi par une surexploitation de terres déjà fragiles provoquée par l'obligation de cultiver du coton pendant cette même période.

Actuellement, l'émigration est la seule alternative possible aux problèmes locaux qui écrasent souvent les paysans africains. Si elle est parfois bénéfique sur le plan individuel, elle accroît lorsque les problèmes locaux sont aigus, les difficultés d'existence de la population restante amputée d'une partie de ses membres les plus actifs et qui devient alors économiquement dépendante de ses émigrés. Rappelons que ces choix sont faits par des paysans qui n'ont ni les moyens d'information, ni le pouvoir de mettre en place des politiques nationales cohérentes, il s'agit de solutions de survies individuelles ou familiales qui, par leur ampleur, posent évidemment des problèmes graves aux responsables des états africains.

Même si les sociétés paysannes africaines sont encore solides, vivantes, riches de cultures variées, nous tenions à rappeler cette réalité pour montrer que ces sociétés sont de plus en plus ouvertes. Le phénomène migratoire, sauf lorsqu'il reste très limité dans l'espace, diminue gravement la force productive paysanne locale. Il aggrave aussi les difficultés alimentaires de l'Afrique de l'ouest, depuis qu'il concerne de plus en plus les villes incapables de fournir du travail à chacun.

3. QUELQUES CHIFFRES CONCERNANT L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE EN AFRIQUE OCCIDENTALE.

Les statistiques concernant les principales cultures d'Afrique occidentale et la population qui y vit ont été établies par l'organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (F.A.O.)⁽⁶⁾. Il s'agit de chiffres de 1979 et exceptionnellement de chiffres de 1975. Les évaluations des pourcentages de récoltes prélevées pour les semences, perdues par mauvaise conservation ou constituant des déchets (épluchures, son etc...) ont été effectuées par divers chercheurs⁽⁶⁾ qui tous insistent sur la valeur approximative de leurs résultats. La

valeur calorique des aliments a été calculée, en particulier, par des nutritionnistes de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (O.R.S.T.O.M.)⁽⁶⁾.

On sait qu'un enfant a besoin d'absorber entre 500 et 1500 calories par jour, en augmentant progressivement la ration de la naissance à l'âge de 10 ans, l'adulte a besoin en moyenne de 3500 calories par jour quand il exerce une activité physique et de 2500 calories quand il est sédentaire. De plus, pour ne pas avoir de carence, l'être humain doit consommer près de 1 g de protides par jour et par kilog de poids dont la moitié d'origine animale, c'est-à-dire qu'en plus de la consommation de produits végétaux variés, un adulte doit, par exemple, se nourrir de la valeur de 150 à 200 g de viande ou de poisson ou d'un litre de lait chaque jour.

Que produit actuellement l'Afrique de l'ouest pour nourrir ses habitants. Nous posons volontairement la question à cette échelle et non à l'échelle nationale parce qu'il nous semble intéressant de considérer une vaste unité géographique aux potentialités agricoles variées dans laquelle il serait souhaitable de voir se développer les échanges et en particulier les échanges alimentaires.

Le tableau suivant montre qu'en moyenne, chaque habitant d'Afrique occidentale (enfants et adultes mêlés, ruraux et citadins confondus) peut compter sur environ 1360 calories provenant des grandes cultures vivrières traditionnelles. Il s'agit pour près des deux tiers de céréales : millet et sorgho d'abord, puis maïs, enfin riz et pour un tiers de tubercules : essentiellement manioc et igname les taros et les patates douces restant très secondaires, enfin un faible pourcentage des calories provient de bananes-plantain.

Peut-on classer les 16 états de ce sous-continent en fonction du nombre de calories produites par les grandes cultures traditionnelles à consommer sur place ? Les deux extrêmes sont représentés par la Haute-Volta qui fournirait moitié moins de calories que la moyenne et le Niger une fois et demie plus. Or, ces deux pays sont voisins et ont souffert l'un et l'autre de disettes au cours de la dernière décennie. Il nous semble donc plus sage de ne pas tenir compte de ces résultats, nos statistiques nous paraissant beaucoup trop approximatives pour une telle analyse de détail.

Pays d'Afrique Occidentale	Nombre d'habitants en 1975 (millions)	Principales cultures vivrières					Céréales			
		maïs	igname	banane	patate douce	banane plantain	ny. indig.	ny. pain	ny. grain	ny. grain
Production en 1975 (milliers tonnes) (a)										
Benin	3.424	700	610		50		18	70	7	230
Cameroun	8.248	864	100	750	123	555	20	50	350	480
Cote d'Ivoire	3.722	380	2200	247	28	800	445	34	50	275
Gambie	587	7					35	32	25	10
Ghana	11.317	1900	800	1400		1200	55	200	130	380
Guinée	4.887	550		87	73	722	350	5	65	320
Guinée-Bissau	563	76			8	25	60	5	6	4
Haute-Volta	6.728	42	48		42		40	60	430	80
Libéria	1.802	180			17	30	260			
Mali	6.465	40			37		177		744	60
Niger	5.190	210			30		24	346	1244	8
Nigeria	74.595	11500	11500		230	2150	1000	3785	3100	1500
Sénégal	5.518	149		10	7		130	280	500	50
Sierre Leone	3.381	90			11	20	480	11	9	14
Tchad	4.417	180			34		37	700	150	
Togo	2.618	460	780		6		25	55	120	155
Afrique occidentale	146.962	17.728	19.538	2.491	746	5.402	3.196	5.633	6.570	3.561
Surface cultivée en 1975 (milliers ha)										
Total	Surface (milliers km ²) 6.831	2231	1963	514	145	?	2.465	9272	11.623	4303
sur 5 isohyètes 4000mm	5.000									
Rendement en 1975 (Kg/ha)										
Total	Densité (hab/km ²) 21	6048	9953	4852	5144	?	1296	607	599	828
sur 5 isohyètes 4000mm	25									
Utilisation de la production										
semences ou boutures (%)		30	15	20			10	5	5	5
mauvaise conservation (%)		25	25	25	25	25	15	15	15	15
Reste (milliers tonnes)		13296	8792	896	410	4052	2347	4506	5576	2853
déchets (%) (b)		35	20	40	20	40	30	15	15	5
production consommée (milliers tonnes)		8642	7034	898	328	2431	1678	3830	4740	2710
val. consom. par hab./jour (g)		161	131	17	6	45	31	71	88	51
valeur calorifique moyenne par 100g		155	140	120	110	120	355	345	355	350
Valeur calorifique de la production consommée par habitant et par jour										
total	1360 calories	250	183	20	7	54	110	245	312	179

(a) Les statistiques marquées d'un astérisque datent de 1975 grain
 (b) + 5% plus chers de tubercules et peu de banane, décontingé de grains de riz, filonjo de
 sur des millet et nylio et de la matière du maïs (l'autre matière et emballage comme
 consommée en pains comme le riz)

La consommation des plantes régionalement importantes⁽⁷⁾ apporte un complément calorique ; nous nous permettons d'avancer, sans grande assurance, le chiffre de 200 calories par jour et par personne. Quant à la consommation de produits d'origine animale, elle reste très limitée puisque la pêche n'est développée que localement, la pisciculture quasi-inexistante, la chasse aléatoire et que l'élevage n'est pas orienté vers une production importante de viande, lait et oeufs ; d'après nos observations personnelles très limitées peut-être pourrions-nous évaluer à 60 calories la nourriture d'origine animale consommée par personne et par jour.

L'ensemble de la production vivrière et animale de l'Afrique occidentale totalement consommée sur place ne devrait donc pas permettre de dépasser une consommation de 1620 calories par individu et par jour, ce qui est insuffisant (il faudrait une moyenne de 2500 calories) et le sera davantage dans les années à venir si l'on compare la vigueur de la croissance démographique annuelle (3%)⁽⁸⁾ à la faiblesse de la croissance de la production agricole (entre 1978 et 1979 la croissance de la production du manioc était positive, celle des céréales était négative).

Pourrait-on produire une nourriture plus importante et mieux équilibrée, si depuis le début du siècle, les nouvelles cultures dites d'exportation (voir tableau suivant) n'occupaient pas de l'espace et du temps qui auraient pu être consacrés aux cultures vivrières consommées localement ? En fait, une partie de ces cultures est déjà consommée par les producteurs, c'est le cas de l'arachide, de l'huile de palme ou des noix de coco. Si toute la production des plantes oléifères exportées du sous-continent était consommée sur place, chaque individu augmenterait sa ration alimentaire journalière de 340 calories, ce qui serait tout à fait souhaitable. Quant à la canne à sucre dont la production est encore très peu développée, elle est déjà totalement consommée par les habitants (29 calories par jour et par personne, soit l'équivalent d'un morceau de sucre), cette plante n'est d'ailleurs cultivée que pour couvrir à long terme les besoins nationaux, il ne s'agit donc pas d'une culture d'exportation comme c'est le cas aux Antilles ou à l'île Maurice par exemple. Reste la banane de table qui ne serait certainement pas cultivée si elle n'était pas exportée, mais qui est très marginale. Ainsi hormis le café et le cacao dont la production ne peut être consommée sur place qu'en petite quantité et qui ne rapporte des devises importantes qu'à quatre pays côtiers :

Principales cultures d'exportation d'Afrique occidentale

Pays d'Afrique occidentale	Exportation		La production								
	a été exportée		peut être consommée sur place						ou placée		
	plantes		alimentaires						plantes non		
	café brut	cacao fèves	cannes à sucre	plantes oléagineuses			cocoïtes noix	cocoïtes coprah	caoutchouc dentelle	Arroz, céréales	autres produits
		amidon coprah	palmier à huile	palmier à palme							
Production en 1979 (milliers de tonnes)											
Bénin	29			70	28	70	20	3	12		20
Caméroun	112	115	720	285	80	45	2		110	16	65
Côte d'Ivoire	275	350	800	52	158	32	150	23	200	20	112
Gambie				150	28	93					
Ghana	1	270	190	90	15	32	300	10	8	8	5
Guinée	2		140	31	40	10			98		
Guinée-Bissau			2	35	48	7	25	5			
Haut-Volta			420	75							57
Libéria	10	4	140	3	28	14	7		69	75	
Mali			147	179							128
Niger			155	90							6
Nigeria	5	180	880	621	675	35	90	10		60	117
Sénégal			300	1000	59	5	4		5		37
Sierre Leone	13	9		20	48	50	3				
Tchad			215	85							113
Togo	6	15		20	19	12	14	2	13		40
Afrique occidentale	426	939	4029	2806	1104,5	312,3	615	53	515	179	670
Surface cultivées et rendements en 1979											
Surface (milliers ha)	1399	3202	87	3017							1244
Rendement (kg/ha)	304	293	46310	930							538
Utilisation de la production alimentaire											
semence (%)				95			4				
mauvaise conservation											
Reste (milliers tonnes)			4029	2666	1104,5	312,3	615	53	515		
déchets (%)			90	35		80	35		35		
consommation (milliers tonnes)			403	1732	1104,5	62	400	53	334		
consom. par hab./jour (g)			75	32,2	20,5	1,1	7,4	1,0	6,2		
valeur calor. par (joules/100g)			390	350	900	254	470	595	90		
Valeur calorique de la production consommée											
par habitant et par jour											
Total 377 calories	29	113	185	3	35	6	6				

(*) les statistiques marquées d'un astérisque datent de 1975

la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et le Cameroun, toutes les autres cultures vivrières importantes, dites d'exportation, répondent aussi à un besoin alimentaire des habitants de l'Afrique occidentale.

Le coton et l'hévéa constituent les deux grandes cultures non alimentaires. La production cotonnière couvre à peine les besoins de la population : 4,5 kg de coton-graine par personne et par an alors qu'il en faudrait 10. Certains pays qui exportent du coton hors du sous-continent africain font, en fait, des échanges de fibres de tailles différentes avec d'autres pays producteurs. Quant à la culture de l'hévéa, elle concerne essentiellement le Libéria et le Nigéria et plus secondairement la Côte d'Ivoire et le Cameroun ; on pourrait imaginer qu'une partie de cette production soit utilisée par les pays producteurs ou les pays voisins pour développer des industries nationales, plutôt que d'être exportée comme c'est le cas actuellement.

A ce tableau rapide de l'agriculture, nous ajoutons les informations un peu anciennes (elles datent de 1956) fournies par W.B. MORGAN⁽⁹⁾. Cet auteur précise que pour la nourriture, les états côtiers d'Afrique occidentale sont plus dépendants de l'extérieur que les états sans débouchés sur la mer. Les premiers importent, selon les cas, entre 5 et 14% de leur consommation alimentaire et même 35% au Sénégal, alors que parmi les seconds, des pays comme la Haute-Volta ou le Niger n'importent que 0,3 et 0,6% de leur alimentation.

Bien qu'approximatives ou déjà anciennes, l'ensemble de ces informations nous permet donc de nuancer l'opinion de J. CHONCHOL :

- il est indéniable que les états d'Afrique occidentale ne produisent pas suffisamment de calories pour nourrir convenablement leurs populations. Nous avons avancé le chiffre de 1620 calories produites sur place et pouvant être consommées par personne et par jour en regroupant les principales céréales et tubercules, les bananes-plantain, quelques plantes secondaires et quelques produits animaux ; il faut ajouter aussi le sucre (30 calories) et la partie non exportée des plantes olifères (soit vraisemblablement environ 50 calories sur les 340 qu'apporte cette production). Globalement, on atteint très approximativement 1700 calories. On est donc loin des 2500 calories nécessaires à une ration alimentaire journalière normale.

- la dépendance alimentaire en Afrique occidentale est liée à l'activité économique des états, activité qui dépend de conditions favorables au développement des cultures d'exportation. Ainsi sont exclus et hélas, relativement indépendants de ce point de vue, les pays secs et éloignés des côtes, c'est-à-dire le Mali, la Haute-Volta, le Niger et le Tchad. Pour améliorer leurs conditions alimentaires, ces pays ne peuvent pas compter sur de grands changements de leur politique d'exportations agricoles puisque celles-ci sont très modestes, or ce sont certainement les pays où l'on souffre le plus de la faim.

- par ailleurs, hormis le café et le cacao, toutes les cultures dites d'exportation, alimentaires ou non, répondent, en très grande partie, aux besoins des habitants de l'Afrique de l'ouest, il serait donc absurde de les supprimer et la solution semble davantage se trouver dans la mise en place de circuits de commercialisation internes au sous-continent qui ne bouleverseraient pas les économies nationales précaires. Notons à ce propos, qu'une rencontre entre les ministres de l'agriculture des états membres de l'Afrique de l'ouest (C.E.D.E.A.O.), les 14 et 15 mai 1982 à Cotonou et l'adoption d'un projet-cadre sur la stratégie régionale du développement agricole donne des chances à la mise en place de projets de coopération agricole plus étroite entre les pays de ce sous-continent. Il est certain, que comme le préconise J. CHONCHOL, le F.M.I. et la B.I.R.D. seront alors obligés d'intervenir pour financer des projets qui visent à conduire à l'autosuffisance alimentaire, à la conservation, à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles.

- il reste à analyser deux situations très différentes, celle des quatre grands pays producteurs de café et de cacao : la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et le Cameroun et celle du Sénégal, gros exportateur d'arachide et gros importateur de produits vivriers. Il nous semble que seuls ces cinq pays peuvent prendre à leur compte la problématique de J. CHONCHOL et éventuellement compter sur la suppression ou tout au moins la diminution de leurs exportations pour augmenter leur production vivrière autoconsommée et se libérer ainsi d'une certaine dépendance alimentaire vis-à-vis des pays riches. Les productions de café et de cacao ne correspondent effectivement pas aux besoins des Africains et l'arachide sénégalaise, qui pourrait bien sûr être consommée par l'ensemble des habitants de l'Afrique de l'ouest, atteint un niveau de production qui semble gêner le développement des cultures vivrières d'un pays au sol fragile et au temps de travail agricole limité par une courte saison des pluies.

Les états producteurs de café et de cacao envisageraient-ils de diminuer leurs exportations ? Cette question stimulante dans ses principes apparaîtrait certainement scandaleuse aux intéressés. Il semble en effet difficile de répondre par l'affirmative, car ces quatre pays jouissent de bonnes conditions pluviométriques, favorables aux cultures et localement ils ne connaissent pas de problèmes insolubles de production vivrière ; toutefois il est vrai qu'en Côte d'Ivoire par exemple, le développement des plantations de café et de cacao engendre de graves problèmes fonciers sur lesquels peut buter éventuellement l'extension des cultures vivrières non exportées.

Le cas du Sénégal suscite davantage la controverse. P.C. CHAMARD⁽¹⁰⁾ précise que depuis son indépendance en 1960 "le Sénégal a été confronté à la situation économique héritée de la Colonisation et au problème de l'autosuffisance vivrière consécutif à la prééminence de la culture arachidière". On peut alors se demander s'il est possible d'accroître les productions vivrières traditionnelles "tout en maintenant au meilleur niveau la production d'arachide vitale pour l'économie marchande". C'est là qu'une aide financière internationale, telle qu'elle est proposée par J. CHONCHOL, peut être jugée intéressante par les responsables de ce pays, pour réviser l'économie nationale.

CONCLUSION.

Cet article présente de façon très générale les problèmes alimentaires et leurs rapports avec les cultures d'exportation en Afrique occidentale. C'est une introduction utile à la lecture d'articles ou d'ouvrages plus précis, concernant des régions ou des villages et portant sur l'organisation du travail agricole : organisation nécessaire pour produire une nourriture personnelle et pour gagner de l'argent dans un contexte climatique et économique que nous avons esquissé, organisation nécessaire aussi pour maintenir la fertilité du sol lorsqu'il manque de place pour laisser les champs se reposer de longues années. Il est possible à ce niveau de mesurer d'un côté, l'énergie déployée par les paysans (énergie strictement humaine bien souvent, mais il faut inclure parfois les énergies animale et mécanique qui exigent des investissements et des frais de fonctionnement) et de mesurer d'un autre côté la production réalisée et évaluée soit en calories pour ce qui est consommé, soit en espèces pour ce qui est vendu. Le bilan devient encore plus intéressant lorsque les services ou les marchandises auxquels les paysans ont accès grâce à ces revenus sont évalués en

journées de travail. Les choix agricoles les plus intéressants sont alors ceux qui permettent aux paysans de ne pas acheter la nourriture qu'ils auraient pu produire localement et d'accéder aux services et aux marchandises (y compris une alimentation plus variée) au moindre coût énergétique (travail humain, animal et mécanique).

Même si les informations rassemblées ici restent imprécises, rappelons qu'elles nous ont aidé néanmoins à mesurer l'insuffisance de la production vivrière de l'Afrique de l'ouest et à montrer la variété d'une alimentation liée au régime des pluies, défavorable aux pays du nord. Quant à la dépendance alimentaire qui s'est certainement renforcée depuis la période décrite par B.W. MORGAN (1956), elle concerne d'abord les pays côtiers pouvant exporter des produits agricoles, sans gros frais de transport. Ce n'est pas un mal absolu, les pays secs de l'intérieur le savent bien dont la moindre dépendance alimentaire, bien involontaire, ne les empêche pas de souffrir de la faim. Cette dépendance semble encore limitée pour les pays côtiers du sud dont l'agriculture bénéficie, par ailleurs, de bonnes conditions climatiques. Pour ces pays, même avec un concours financier international, on peut se demander si l'abandon ou tout au moins la diminution de certaines exportations agricoles totalement orientées vers les pays riches, comme le café et le cacao, est la meilleure solution pour donner un nouvel élan aux cultures vivrières. En revanche, la question est très certainement à étudier pour le Sénégal, du fait de la monoculture de l'arachide et de la forte dépendance alimentaire de ce pays. Nous avons donc montré que l'idée de J. CHONCHOL, très souvent reprise à l'heure actuelle, n'intéressait qu'un petit nombre de pays de l'Afrique de l'ouest. Un soutien financier international pour la mise en place d'une sorte de Marché Commun de ce sous-continent intéresserait davantage, nous semble-t-il, l'ensemble de ces pays, afin d'améliorer leurs échanges internes (et en particulier détourner certaines exportations agricoles vers les pays du bloc) et afin de leur permettre de fixer une politique commune d'exportations et d'importations, beaucoup plus avantageuse que celle pratiquée actuellement par des états isolés.

Jacqueline PELTRE-WURTZ
Géographe O.R.S.T.O.M.
Juillet 1982

Bandy

NOTES.

- (1). Hebdomadaire "La Vie" n° T 2863 - 11 au 17 mars 1982. Propos recueillis par B. DELAPALME.
- (2). Nous avons choisi de regrouper sous ce vocable les pays suivants : Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Haute-Volta, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Togo (voir carte p. 2) en reprenant le découpage de l'Afrique proposée par P. GOUROU dans son livre l'Afrique (330 p.) paru aux Editions Hachette à Paris en 1970. Nous avons puisé de nombreuses informations dans cet ouvrage.
- (3). Voir la carte des zones climatiques de l'atlas de l'Afrique édité par Jeune Afrique en 1970 à Paris.
- (4). Un bon nombre des informations suivantes ont été puisées dans le Manuel de l'Agriculture tropicale de M. GAUDY (411 pages) publié par la Maison Rustique à Paris en 1965, ainsi que dans les ouvrages de P. GOUROU (note 2) et de R. VANDENPUT (note 5).
- (5). J.Y. MARCHAL - Thèse d'Etat de géographie sur le Yatenga, pratiquement achevée, effectuée dans le cadre de l'O.R.S.T.O.M.
- (6). R. VANDENPUT - Les principales cultures vivrières en Afrique centrale, 1981. Bruxelles - 1252 p. (en annexe, les tableaux de la F.A.O.).
 - B. BERGERET, R. MASSEYEFF, J. PERISSE, S. LE BERRE - Table de composition de quelques aliments tropicaux. Annales de la nutrition et de l'alimentation, 1957, vol. XI, N° 5, p. 65 et 75.
 - National Academy of Science - Post harvest food losses in Developing countries. Washington, 1978, 206 p. (p. 190).
 - S.E.D.E.S - Région de Korhogo (Côte d'Ivoire). Etude de développement socio-économique, 1965, Paris, vol. 3 : Agriculture et Elevage, 265 p. (p. 92-179-181) ; vol. 6 : Le commerce et les transports, 150 p. (p.23)
 - S.E.D.E.S. - Région du Sud-Est (Côte d'Ivoire). Etude socio-économique, 1967, Paris, vol. 3 : Agriculture, 286 p. (p. 222-223).
 - PELE - Les aliments d'origine végétale au Cameroun, O.R.S.T.O.M. Yaoundé, ronéo, 1966, 170 p. (p. 10-11).
- (7). La F.A.O. publie pour 1979 la production de certaines plantes secondaires d'Afrique occidentale (en milliers de tonnes) : pommes de terre 120, soja 77, blé 32, ricin 2. Il faudrait ajouter aussi les fruits du Karité récoltés dans une grande partie du sous-continent.

- (8). Images économiques du Monde 1981 (270 p.). Société d'Édition d'Enseignement supérieur, Paris.
- (9). W.B. MORGAN "Food imports of West Africa" Economic géography, 1963, p.351-362.
- (10). P.C. CHAMARD - L'agriculture sénégalaise. L'information géographique, sept.-oct. 1979, n° 4, p. 180-186.

29. XII. 82

→ EP.

Jacqueline PELTRE-WURTZ
Géographe ORSTOM

(N)

juillet 1982

article à publier dans la Revue "Notre Librairie"
du club du livre d'expression française relevant du
Ministère de la Coopération.

Titre : Insuffisance alimentaire, cultures vivrières et
cultures d'exportation en Afrique occidentale.

Cet article mesure l'insuffisance de la production
vivrière de l'Afrique de l'ouest (1700 calories par femme
et par jour vs approximativement alors qu'il en faudrait
2500) et la variété d'une ^{production} ~~alimentation~~ liée au
régime de pluie, défavorable aux pays du nord. La
dépendance alimentaire concerne surtout les pays côtiers
qui peuvent échanger cette nourriture provenant de
l'étranger contre d'autres produits, alimentaires ou non
exportés sans frais de transport. Ce n'est pas un
mal absolu, les pays de l'intérieur plus indépendants
puisque ils produisent peu de marchandises susceptibles d'être
échangées contre des vivres sauf d'avantage de
la part de J. Chancel <sup>(dans une étude sur la prévalence d'un dimorphisme
dans la monoculture de l'arachide)</sup>
des facteurs d'exportation pour donner un nouvel élan
aux cultures vivrières. Pour tous les autres pays, la
solution devrait davantage se trouver dans une
mise en place d'une sorte de marché commun
de l'Afrique de l'ouest pour échanger ^{une partie} des produits
agricoles actuellement exportés hors du sous-continent
et se donner les moyens d'une politique commune d'export
et d'importation plus avantageuse que celle actuellement pratiquée
par des états isolés.

B 02684